

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2017-2018

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

**Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Defence Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 <i>Importance relative</i>	1
2.0 <i>Profil de la Société</i>	1
3.0 <i>Indicateurs du rendement opérationnel</i>	2
4.0 <i>Gestion des risques</i>	3
5.0 <i>Résultats financiers</i>	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	14

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et changements opérationnels pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2017 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités du trimestre clos le 31 décembre 2017. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 Information financière intermédiaire ainsi qu'à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « Rapport annuel 2016-2017 »). Les résultats financiers ici présentés sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant, fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans le rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée (communément appelée Construction de Défense Canada [CDC]) est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure et d'environnement, et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. La Société a deux principaux clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La société fournit également des services à Services partagés Canada visant l'expansion du centre de données électroniques à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés supervise l'obtention de biens, de services professionnels et de services de construction et de maintenance en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

L'équipe des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

L'équipe des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation à faire preuve de diligence raisonnable et à gérer les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

L'équipe des Services de gestion des projets et des programmes offre des conseils quant aux besoins en matière d'infrastructures, de planification de programmes et de contrôle des calendriers et des documents.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

De la planification des besoins au déclassement d'installations, le secteur des Services de gestion des biens immobiliers assure le bon fonctionnement des infrastructures du MDN.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures consacrées directement à la prestation de services pouvant être facturées aux clients-partenaires plutôt qu'à des fonctions administratives qui sont considérées comme du soutien auxiliaire. Ce taux est un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de revenus, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le troisième trimestre de 2017-2018, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 73,3 %, en hausse par rapport au taux de 72,3 % de la période correspondante de 2016-2017. Cette hausse est attribuable à la hausse des niveaux d'activité au troisième trimestre par rapport à il y a un an, car l'exercice en cours a démarré lentement en raison du nouveau système de commande du MDN.

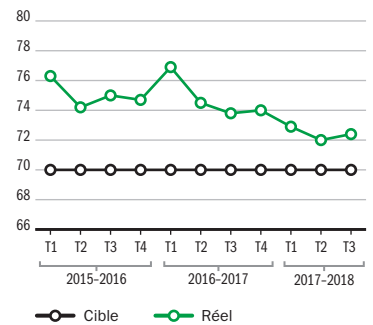
Pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 72,3 %, en baisse par rapport aux 73,7 % de la période correspondante de 2016-2017. Ce recul est attribuable à la baisse des niveaux d'activité en raison des modifications apportées par des clients-partenaires aux processus de financement, du calendrier d'exécution des projets et du quasi-achèvement du Programme d'investissements fédéraux dans l'infrastructure (PIFI) à la clôture de 2016-2017.

3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

La capacité de CDC à servir ses clients-partenaires repose largement sur les compétences de son personnel, comme quoi le maintien d'un effectif qualifié et professionnel constitue l'un des principaux objectifs de la Société. CDC s'est fixé, pour 2017-2018, l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base à la formation et au perfectionnement. Cet objectif comprend tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

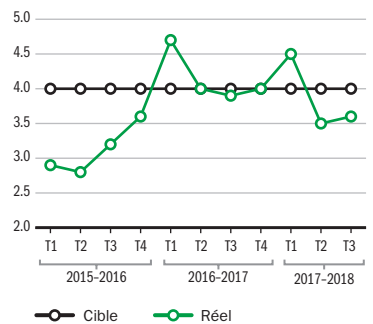
Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



Pour le troisième trimestre de 2017-2018, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 3,8 %, en baisse par rapport à 3,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par les variations du calendrier de formation par rapport à l'exercice précédent.

Pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 3,6 %, en baisse par rapport à 3,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce recul s'explique par les variations du calendrier de formation par rapport à l'exercice précédent, conjuguées à l'arrivée de nouveaux employés à l'exercice précédent auxquels il a fallu accorder plus de temps pour la formation.

4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du Rapport annuel 2016-2017 de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la Loi sur l'administration financière. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Le présent rapport financier trimestriel a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 Information financière intermédiaire ainsi qu'à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du troisième trimestre renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2017; toute mention du cumul de l'exercice ou de l'exercice à ce jour renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2017. Toute mention du troisième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 31 décembre 2016; toute mention du cumul de l'exercice précédent renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2016; et toute mention de l'exercice précédent renvoie à l'exercice clos le 31 mars 2017.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 24,6 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 1,5 million de dollars, ou environ 6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits tirés des services facturés s'élèvent à 73,3 millions de dollars, en baisse de 4,0 millions de dollars, ou environ 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le troisième trimestre et l'exercice à ce jour sont principalement attribuables à la majoration de 4,5 % des taux de facturation par rapport à l'exercice précédent ainsi qu'à une hausse de la demande du MDN.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 1 % au troisième trimestre et de 4 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La hausse du troisième trimestre rend compte de la majoration des taux de facturation, laquelle a été partiellement atténuée par une baisse de la demande pendant le trimestre par rapport à un an plus tôt. Pour l'exercice à ce jour, la hausse est attribuable à la majoration des taux de facturation. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère cette activité.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification de projets ont augmenté de 16 % au troisième trimestre et de 7 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le troisième trimestre et au cumul de l'exercice découlent de la majoration des taux de facturation et d'une augmentation de la demande pour ces services de la part des clients-partenaires.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 4 % au troisième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation tient à la majoration des taux de facturation, la demande ayant été comparable entre les deux trimestres. Au cumul de l'exercice, les produits ont progressé de 6 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse pour l'exercice à ce jour s'explique par la majoration des taux de facturation ainsi que par l'augmentation de la demande du MDN à l'égard de ces services.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 8 % au troisième trimestre et de 7 % pour le cumul de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les augmentations pour le troisième trimestre et au cumul s'expliquent par la majoration des taux de facturation et l'augmentation de la demande au cours des deux périodes visées par rapport à celles de l'exercice précédent.

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés de l'approvisionnement ont augmenté de 10 % au troisième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les produits tirés de l'approvisionnement ont progressé de 1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les augmentations constatées pour les deux périodes sont attribuables à une demande plus élevée pour ces services de la part du MDN.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 15 % au troisième trimestre et de 12 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces hausses enregistrées au troisième trimestre et pour le cumul de

l'exercice s'expliquent par la majoration des taux de facturation et l'augmentation de la demande de services de la part du MDN. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère cette activité.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Gestion des marchés	11 165 \$	11 094 \$	71	1 %	33 444 \$	32 009 \$	1 435	4 %
Planification de projets	6 284	5 419	865	16 %	18 471	17 206	1 265	7 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 090	2 011	79	4 %	6 275	5 893	382	6 %
Soutien technique en matière de construction	1 791	1 664	127	8 %	5 546	5 184	362	7 %
Approvisionnement	1 751	1 595	156	10 %	5 139	5 113	26	1 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 510	1 311	199	15 %	4 419	3 933	486	12 %
	24 591 \$	23 094 \$	1 497	6 %	73 294 \$	69 338 \$	3 956	6 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les frais de déplacement et décaissements recouverts totalisent 940 000 \$ pour le troisième trimestre, en hausse de 412 000 \$, ou environ 78 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation est due aux moments auxquels la Société a engagé les frais de déplacement et décaissements relativement à des travaux réalisés pour le MDN. Pour l'exercice à ce jour, le total des frais de déplacement et décaissements recouverts s'élève à 1,8 million de dollars et la variation est négligeable.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Frais de déplacement et décaissements recouverts	940 \$	528 \$	412	78 %	1 768 \$	1 761 \$	7	0 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés du solde moyen du compte bancaire de la Société et de ses placements, ont diminué de 24 000 \$, ou 15 %, au troisième trimestre et de 31 000 \$, ou 6 %, au cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces diminutions sont principalement attribuables à une baisse des intérêts générés par le solde du compte bancaire, par suite d'une réduction de 12 millions de dollars du solde moyen par rapport à la période précédente.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits financiers	140 \$	164 \$	(24)	-15 %	454 \$	485 \$	(31)	-6 %

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 20,2 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 409 000 \$, ou environ 2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des salaires est attribuable aux majorations salariales, étant donné que l'effectif à la clôture de chacun de ces trimestres était le même. Pour le cumul de l'exercice, les salaires ont augmenté de 2,2 millions de dollars, ou environ 4 %, par rapport à un an plus tôt. L'augmentation pour le cumul de l'exercice est attribuable aux majorations salariales, de l'ordre de 3,4 % en moyenne.

Les charges sociales totalisent 4,4 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 147 000 \$, ou environ 3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales ont augmenté de 676 000 \$, ou environ 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des charges sociales est principalement attribuable à l'augmentation des coûts liés aux soins de santé et soins dentaires et aux avantages sociaux futurs. Cette hausse de coûts a fait augmenter le ratio des charges sociales à la masse salariale pour les deux périodes.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Salaires	20 177 \$	19 768 \$	409	2 %	57 989 \$	55 823 \$	2 166	4 %
Charges sociales	4 396	4 249	147	3 %	14 072	13 396	676	5 %
	24 573 \$	24 017 \$	556	2 %	72 061 \$	69 219 \$	2 842	4 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	22 %	21 %			24 %	24 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,1 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2017-2018, en hausse de 241 000 \$, ou 13 %, par rapport au troisième trimestre de 2016-2017. Pour le cumul de l'exercice, les charges opérationnelles et frais d'administration ont augmenté de 725 000 \$, ou 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les principales variations sont indiquées dans le tableau suivant.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017 <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Loyers	492 \$	503 \$	(11)	-2 %	1 404 \$	1 377 \$	27	2 %	La variation du troisième trimestre est négligeable. La hausse pour le cumul de l'exercice tient à l'augmentation des coûts opérationnels et d'entretien sur certains sites.
Honoraires	395	202	193	96 %	900	574	326	57 %	La hausse pour les deux périodes est liée à l'augmentation des honoraires pour des services professionnels en informatique et des projets des ressources humaines (RH), notamment le renforcement de la cybersécurité et le soutien apporté à la refonte du plan stratégique des RH et au sondage sur la mobilisation des employés.
Formation et perfectionnement	300	278	22	8 %	775	796	(21)	-3 %	Les variations pour les deux périodes sont liées au calendrier de formation.
Téléphonie et communications	226	204	22	11 %	683	561	122	22 %	Les hausses pour les deux périodes sont attribuables à l'augmentation des coûts d'amélioration des communications réseau dans les bureaux de CDC au Canada.
Entretien des logiciels	218	271	(53)	-20 %	1 095	778	317	41 %	La baisse au troisième trimestre est liée à l'échéancier des paiements des contrats d'entretien. L'augmentation pour le cumul de l'exercice par rapport à un an plus tôt tient au plus grand recours à des solutions de cybersécurité, de productivité et de stockage assorties de frais d'entretien annuels.
Frais de déplacement	171	160	11	7 %	375	406	(31)	-8 %	La hausse pour le troisième trimestre et la baisse s'expliquent par le moment où les déplacements ont eu lieu.
Services, fournitures et matériel de bureau	65	89	(24)	-27 %	199	335	(136)	-41 %	Les baisses pour les deux périodes sont liées au programme d'achat de matériel de bureau ergonomique pour les employés de l'exercice précédent.
Hébergement	58	20	38	190 %	132	27	105	389 %	La hausse pour les deux périodes tient au reclassement des frais d'hébergement engagés pour des activités de formation interne, qui relevaient auparavant du poste Formation et perfectionnement.
Services à la clientèle et communications	37	35	2	6 %	136	82	54	66 %	La hausse pour les deux périodes est attribuable au moment où les frais ont été engagés et aux mises à niveau de l'intranet de CDC.
Réinstallation d'employés	35	34	1	3 %	138	177	(39)	-22 %	La variation du troisième trimestre est négligeable. La baisse au cumul de l'exercice tient à la plus faible demande de réinstallations.
Impression et papeterie	33	22	11	50 %	63	70	(7)	-10 %	Les variations pour les deux périodes tiennent aux moments auxquels ces frais ont été engagés.

(suite page suivante)

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
(en milliers de dollars)									
Mobilier et équipements	29	21	8	38 %	65	41	24	59 %	La hausse pour les deux périodes est attribuable à des achats effectués pour des améliorations locatives à certains emplacements.
Matériel informatique	25	26	(1)	-4 %	103	112	(9)	-8 %	La baisse pour les deux périodes est négligeable.
Logiciels	15	2	13	650 %	46	25	21	84 %	La hausse pour les deux périodes est due à l'achat de logiciels de bureautique d'un montant inférieur au seuil d'inscription à l'actif.
Affranchissement et transport de marchandises	8	9	(1)	-11 %	22	26	(4)	-15 %	La baisse pour les deux périodes est attribuable à un plus grand recours à la transmission électronique de documents.
Abonnements et adhésions	5	5	-	0 %	35	26	9	35 %	La variation est négligeable pour le troisième trimestre. Au cumul de l'exercice, la hausse tient à l'augmentation des frais d'adhésion à des associations professionnelles.
Recrutement	3	2	1	50 %	13	43	(30)	-70 %	La variation du troisième trimestre est négligeable. La baisse pour l'exercice à ce jour tient à une diminution des besoins de recrutement pour l'exercice en cours.
Autres	15	6	9	150 %	12	15	(3)	-20 %	La hausse du troisième trimestre est liée à l'augmentation des améliorations locatives hors immobilisations et des frais bancaires pour l'exercice en cours. La baisse pour le cumul de l'exercice est liée à un ajustement du compte photocopie.
	2 130 \$	1 889 \$	241	13 %	6 196 \$	5 471 \$	725	13 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements représentent le montant engagé à ce titre par la Société dans le cadre de travaux exécutés pour le compte du MDN. Ces frais de déplacement et décaissements totalisent 940 000 \$ pour le troisième trimestre, en hausse de 412 000 \$, ou environ 78 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation est due au calendrier de la demande de déplacements et de décaissements en lien avec les mandats réalisés pour le MDN. Pour l'exercice à ce jour, le total des frais de déplacement et décaissements est de 1,8 million de dollars et la variation est négligeable.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Frais de déplacement et décaissements	940 \$	528 \$	412	78 %	1 768 \$	1 761 \$	7	0 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

Au troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour, la dotation aux amortissements est comparable à il y a un an. Pour les deux périodes, l'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué en raison du faible nombre d'ajouts au portefeuille d'actifs à l'exercice précédent. L'amortissement des immobilisations corporelles a augmenté pour les deux périodes en raison d'une hausse des actifs de matériel informatique.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Amortissement des immobilisations corporelles	258 \$	241 \$	17	7 %	771 \$	734 \$	37	5 %
Amortissement des actifs loués	25	26	(1)	-4 %	74	79	(5)	-6 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	50	57	(7)	-12 %	152	184	(32)	-17 %
	333 \$	324 \$	9	3 %	997 \$	997 \$	-	0 %

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

La Société a subi une perte nette et une perte globale de 2,3 millions de dollars au troisième trimestre, comparativement à une perte nette et une perte globale de 3,0 millions pour la même période de l'exercice précédent, soit une baisse d'environ 22 %. La réduction de la perte pour le trimestre est due à l'augmentation de la marge brute découlant de la majoration des taux de facturation ainsi qu'à la hausse du taux d'utilisation au troisième trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice en cours.

Pour l'exercice à ce jour, la perte totale a diminué de 358 000 \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 5,5 millions de dollars. La baisse de la perte au cumul est surtout attribuable à l'augmentation de la marge brute découlant de la majoration des taux de facturation. Ces pertes concordent avec les prévisions du Plan d'entreprise 2017-2018.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Résultat net et résultat global	(2 307) \$	(2 974) \$	667	-22 %	(5 512) \$	(5 870) \$	358	-6 %

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le Rapport annuel 2016-2017.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 22,7 millions de dollars au 31 décembre 2017, en baisse de 4,6 millions de dollars par rapport au 31 mars 2017.

Au 31 décembre 2017, le solde de trésorerie s'élève à 3,4 millions de dollars, en baisse de 3,6 millions de dollars, ou 51 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2016-2017. Au cours de la période de neuf mois ayant suivi le 31 mars 2017, la Société a affecté 4,1 millions de dollars de trésorerie à des activités opérationnelles, engagé 304 000 \$ en dépenses d'investissement, racheté 941 000 \$ de placements et dépensé 72 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives. La diminution de la trésorerie est conforme aux prévisions du Plan d'entreprise 2017-2018.

Au 31 décembre 2017, les placements (courants et non courants) totalisent 19,2 millions de dollars, en baisse de 1,0 million de dollars par rapport à la clôture de l'exercice 2016-2017. La baisse résulte principalement du transfert, à la situation de trésorerie, d'une trésorerie jusque-là affectée au portefeuille. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus satisfont aux exigences de la politique que le conseil d'administration a approuvée. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à l'un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 31 décembre 2017, les créances clients se chiffrent à 20,5 millions de dollars, en hausse de 1,9 million de dollars, ou 10 %, par rapport au 31 mars 2017. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 15,4 millions de dollars au 31 décembre 2017, en baisse de 277 000 \$, ou 2 %, par rapport au 31 mars 2017. Cette baisse est principalement due à une diminution des dettes fournisseurs découlant de l'échéancier des paiements.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Trésorerie	3 439 \$	7 022 \$	(3 583)	-51 %
Placements	19 215	20 230	(1 015)	-5 %
Trésorerie et placements	22 654	27 252	(4 598)	-17 %
Créances clients	20 495	18 596	1 899	10 %
Passifs courants	15 444 \$	15 721 \$	(277)	-2 %

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Tous les trois ans, un actuaire établit cette estimation. Au 31 décembre 2017, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel se chiffre à 24,5 millions de dollars, en hausse de 1,8 million de dollars, ou 8 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Partie courante	2 277 \$	2 277 \$	-	0 %
Partie non courante	22 194	20 433	1 761	9 %
Total des avantages du personnel	24 471 \$	22 710 \$	1 761	8 %

5.7 ACTIFS LOUÉS ET OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société loue des appareils multifonctions pour la photocopie, la numérisation et la télécopie de documents. À la clôture du troisième trimestre, la valeur des actifs loués avait baissé de 49 000 \$, ou 16 %, par rapport à la clôture de 2016-2017. Cette baisse découle du remplacement d'une partie des photocopieurs loués par CDC par des appareils moins coûteux.

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Actifs loués	260 \$	309 \$	(49)	-16 %

Les obligations locatives avaient diminué de 47 000 \$, ou 15 %, à la clôture du troisième trimestre par rapport à la clôture de 2016-2017 en raison d'acquisitions de 25 000 \$ et de paiements de 72 000 \$.

(en milliers de dollars)	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017	Variation	
			\$	%
Partie courante	95 \$	95 \$	-	0 %
Partie non courante	172	219	(47)	-21 %
Obligations locatives	267 \$	314 \$	(47)	-15 %

5.8 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société ont totalisé 50 000 \$ au troisième trimestre, en baisse de 165 000 \$, ou 77 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est due à la diminution des besoins en matériel informatique et en mobilier et équipements.

Pour le cumul de l'exercice, les dépenses d'investissement s'élèvent à 304 000 \$, en baisse de 94 000 \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable à une réduction des achats de matériel informatique et d'immobilisations incorporelles, contrebalancée par une hausse des achats au titre des améliorations locatives.

(en milliers de dollars)	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016	Variation	
			\$	%			\$	%
Immobilisations incorporelles	- \$	5 \$	(5)	-100 %	2 \$	20 \$	(18)	-90 %
Matériel informatique	29	123	(94)	-76 %	147	289	(142)	-49 %
Mobilier et équipement	21	87	(66)	-76 %	83	89	(6)	-7 %
Améliorations locatives	-	-	-	0 %	72	-	72	100 %
	50 \$	215 \$	(165)	-77 %	304 \$	398 \$	(94)	-24 %

5.9 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

Les résultats réels de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2017 sont inférieurs aux résultats prévus dans le Plan d'entreprise (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont de 8 % inférieurs aux projections du Plan. Ce recul s'explique par la baisse des niveaux d'activité au premier semestre par suite des modifications apportées aux processus de financement des clients-partenaires, par le calendrier d'exécution des projets et par le quasi-achèvement des projets liés au PIFI à la clôture de 2016-2017. Les produits financiers sont supérieurs aux projections du Plan en raison d'un rendement du capital investi supérieur aux attentes.

Les salaires et les charges sociales sont de 4 % inférieurs au Plan. Ce recul est lié au fait que CDC a embauché moins de nouveaux employés que prévu en raison du niveau d'activité qui s'est révélé inférieur aux prévisions.

Les produits et les charges liés aux frais de déplacement et décaissements ont été supérieurs de 38 % aux prévisions du Plan en raison du calendrier de déplacements professionnels liés aux travaux réalisés par la Société pour le compte du MDN.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 28 % inférieurs aux projections, en raison du calendrier de mise en œuvre de la cyberstratégie de la Société et d'autres charges surtout liées à la formation et au perfectionnement ainsi qu'aux déplacements professionnels.

La perte nette et la perte globale sont de 9 % supérieures aux projections du Plan, en raison de l'écart entre le taux d'utilisation prévu et le taux d'utilisation réel. Le taux d'utilisation réel s'est révélé inférieur au taux présumé dans le Plan, ce qui fait que les salaires et charges sociales n'ont reculé que de 4 % en regard d'une diminution de 8 % des produits.

Les dépenses d'investissement sont de 79 % inférieures aux projections en raison des moments auxquels ont été prévues les acquisitions au titre de la cyberstratégie et du plan de renouvellement des TI.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	73 294 \$	79 459 \$	(6 165)	-8 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	1 768	1 277	491	38 %
Produits financiers	454	372	82	22 %
	75 516	81 108	(5 592)	-7 %
Charges				
Salaires et charges sociales	72 061	75 179	(3 118)	-4 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	6 202	8 637	(2 435)	-28 %
Frais de déplacement et décaissements	1 768	1 277	491	38 %
Dotation aux amortissements	997	1 088	(91)	-8 %
	81 028	86 181	(5 153)	-6 %
Résultat net et résultat global	(5 512) \$	(5 073) \$	(439)	9 %
Dépenses d'investissement	304 \$	1 454 \$	(1 150)	-79 %

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS NON
AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 Information financière intermédiaire et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.



James S. Paul
Président et premier dirigeant



Juliet S. Woodfield, CPA, CA
Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des Finances

Ottawa, Canada
Le 1^{er} mars 2018

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Note	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017
Actif			
Trésorerie		3 439 \$	7 022
Placements	5	2 152	3 100
Créances clients	10	20 495	18 596
Autres créances		1 994	2 124
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 373	1 951
Actifs courants		29 453	32 793
Placements	5	17 063	17 130
Immobilisations corporelles	7	1 773	2 242
Immobilisations incorporelles		248	398
Actifs loués		260	309
Actifs non courants		19 344	20 079
Total de l'actif		48 797 \$	52 872
Passif			
Dettes fournisseurs et autres montants à payer		11 547 \$	13 349
Produits différés	6	1 525	-
Partie courante des obligations locatives		95	95
Partie courante des avantages du personnel	8	2 277	2 277
Passifs courants		15 444	15 721
Obligations locatives		172	219
Avantages du personnel	8	22 194	20 433
Passifs non courants		22 366	20 652
Total du passif		37 810	36 373
Capitaux propres			
Capital-actions			
Autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		10 987	16 499
Total des capitaux propres		10 987	16 499
Total du passif et des capitaux propres		48 797 \$	52 872

Passifs éventuels (note 11)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016
Produits tirés des services facturés		24 591 \$	23 094 \$	73 294 \$	69 338 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		940	528	1 768	1 761
Produits financiers		140	164	454	485
Total des produits		25 671	23 786	75 516	71 584
Salaires et charges sociales		24 573	24 017	72 061	69 219
Charges d'exploitation et frais d'administration	9	2 130	1 889	6 196	5 471
Frais de déplacement et décaissements		940	528	1 768	1 761
Amortissement des immobilisations corporelles	7	258	241	771	734
Amortissement des actifs loués		25	26	74	79
Amortissement des immobilisations incorporelles		50	57	152	184
Charges financières		2	2	6	6
Total des charges		27 978	26 760	81 028	77 454
Résultat net de la période et résultat global		(2 307) \$	(2 974) \$	(5 512) \$	(5 870) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX

PROPRES

Non audité

(en milliers de dollars)	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2017	-	13 294 \$	13 294 \$
Résultat de la période	-	(2 307)	(2 307)
Solde au 31 décembre 2017	- \$	10 987 \$	10 987 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2016	-	27 659 \$	27 659 \$
Résultat de la période	-	(2 974)	(2 974)
Solde au 31 décembre 2016	- \$	24 685 \$	24 685 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2017	-	16 499 \$	16 499 \$
Résultat de la période	-	(5 512)	(5 512)
Solde au 31 décembre 2017	- \$	10 987 \$	10 987 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2016	-	30 555 \$	30 555 \$
Résultat de la période	-	(5 870)	(5 870)
Solde au 31 décembre 2016	- \$	24 685 \$	24 685 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Note	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat de la période		(2 307) \$	(2 974) \$	(5 512) \$	(5 870) \$
Ajustements de rapprochement du résultat de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Charges sociales payées		730	566	2 191	1 698
Prestations versées		(224)	(43)	(430)	(130)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	258	241	771	734
Amortissement des actifs loués		25	26	74	79
Amortissement des immobilisations incorporelles		50	57	152	184
Amortissement des primes d'investissement		21	25	74	96
Variation du fonds de roulement hors trésorerie					
Créances clients		(695)	1 634	(1 899)	(2 336)
Autres créances		46	33	130	90
Charges payées d'avance et autres actifs courants		63	288	578	459
Dettes fournisseurs et autres montants à payer		9	1 610	(1 802)	2 853
Produits différés		133	(40)	1 525	1 582
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		(1 891)	1 423	(4 148)	(561)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		(1)	(156)	(259)	(1 183)
Cession de placements		-	-	1 200	725
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(50)	(210)	(302)	(378)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		-	(5)	(2)	(20)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(51)	(371)	637	(856)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Paieement d'obligations locatives		(24)	(23)	(72)	(69)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(24)	(23)	(72)	(69)
Augmentation (diminution) de la trésorerie au cours de la période		(1 966)	1 029	(3 583)	(1 486)
Trésorerie à l'ouverture		5 405	15 863	7 022	18 378
Trésorerie à la clôture		3 439 \$	16 892 \$	3 439 \$	16 892 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 mars 2017, ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la Loi sur les compagnies en conformité avec les pouvoirs conférés par la Loi sur la production de défense et poursuit ses activités en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la Loi sur la gestion des finances publiques, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (le « MDN »). D'autres ministères et organismes jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 Information financière intermédiaire publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») alors en vigueur.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites à la note 3 des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017. Les méthodes comptables et les méthodes de calcul ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rapportant sont fondées sur les antécédents et d'autres facteurs jugés pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent à la note 4 des états financiers de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

NOTE 5 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, des Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux fixes allant de 2,85 % à 7,2 %, de certificats de placement garanti (« CPG ») à taux fixes de 1,7 % à 2,1 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2018 à 2031 et celles des CPG, de 2018 à 2021, et la Société compte détenir tous ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables au coût amorti et les justes valeurs de ces placements sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur des placements est établie à partir a) de prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que celles du niveau 1 qui sont observables directement (des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; ou c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de prix cotés sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins de un an.

	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017
Partie courante	2 152 \$	3 100 \$
Partie non courante	17 063	17 130
Valeur comptable nette	19 215 \$	20 230 \$

	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations :		
du Canada	504 \$	506 \$
des Provinces	8 041	9 086
de sociétés	4 294	4 321
Total des obligations	12 839	13 913
Certificats de placement garanti	5 725	5 925
Fonds communs de placement	651	392
Total	19 215 \$	20 230 \$

	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017
Juste valeur		
Obligations :		
du Canada	526 \$	539 \$
des Provinces	8 322	9 583
de sociétés	4 488	4 540
Total des obligations	13 336	14 662
Certificats de placement garanti	5 813	5 947
Fonds communs de placement	651	392
Total	19 800 \$	21 001 \$

NOTE 6 : PRODUITS DIFFÉRÉS

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque, à la date de clôture, la somme facturée est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Les produits différés s'élèvent à 1 525 \$ pour la période close le 31 décembre 2017, comparativement à néant au 31 mars 2017. Des différences temporaires peuvent se produire à l'égard de contrats de services à forfait au cours de périodes données de l'exercice, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 7 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017
Coût	7 510 \$	7 208 \$
Moins le cumul des amortissements	5 737	4 966
Valeur comptable nette	1 773 \$	2 242 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	1 444 \$	1 979 \$
Mobilier et agencements	247	209
Améliorations locatives	82	54
Valeur comptable nette	1 773 \$	2 242 \$

Les variations du coût des immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau ci-après.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2017	4 395 \$	789 \$	2 024 \$	7 208 \$
Plus les entrées	146	84	72	302
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2017	4 541 \$	873 \$	2 096 \$	7 510 \$

Les variations du cumul des amortissements sont présentées dans le tableau ci-après.

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2017	2 416 \$	580 \$	1 970	4 966 \$
Plus l'amortissement	681	46	44	771
Moins les cessions	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2017	3 097 \$	626 \$	2 014 \$	5 737 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

NOTE 8 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES À LONG TERME

La charge liée aux avantages postérieurs à l'emploi et aux autres avantages à long terme représente l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses salariés et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de ses retraités. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017
Partie courante des avantages du personnel	2 277 \$	2 277 \$
Partie non courante des avantages du personnel	22 194	20 433
Total des avantages du personnel	24 471 \$	22 710 \$

Les principales hypothèses actuarielles sont présentées dans le Rapport annuel 2016-2017. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1^{er} avril 2017. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour avril 2020.

NOTE 9 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016
Loyers	492 \$	503 \$	1 404 \$	1 377 \$
Honoraires	395	202	900	574
Formation et perfectionnement	300	278	775	796
Téléphonie et communications	226	204	683	561
Entretien des logiciels	218	271	1 095	778
Déplacements	171	160	375	406
Services, fournitures et matériel de bureau	65	89	199	335
Hébergement	58	20	132	27
Service client et communications	37	35	136	82
Réinstallation d'employés	35	34	138	177
Impression et papeterie	33	22	63	70
Mobilier et équipements	29	21	65	41
Matériel informatique	25	26	103	112
Logiciels	15	2	46	25
Affranchissement et transport de marchandises	8	9	22	26
Abonnements et adhésions	5	5	35	26
Recrutement	3	2	13	43
Autres	15	6	12	15
	2 130 \$	1 889 \$	6 196 \$	5 471 \$

NOTE 10 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouverts pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, qui totalisent 75 062 \$, contre 71 099 \$ pour la période correspondante de 2016-2017, proviennent de la prestation de services au MDN (y compris à l'Agence de logement des Forces canadiennes), au Centre de la sécurité des télécommunications et à Services partagés Canada.

La Société a engagé, à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada, des charges s'élevant à 61 \$ pour l'exercice 2017-2018 à ce jour, contre 56 \$ pour la période correspondante de 2016-2017.

Conformément à un protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation de services ne peut occuper des installations du MDN, CDC recouvre les coûts d'hébergement à titre de frais remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

	Au 31 décembre 2017	Au 31 mars 2017
Créances		
Ministère de la Défense nationale	18 503 \$	17 325 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 690	1 087
Services partagés Canada	154	119
Centre de la sécurité des télécommunications	148	65
	20 495 \$	18 596 \$
Dettes		
Services partagés Canada	-	12
	- \$	12 \$

10.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les administrateurs) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Trimestre clos le 31 décembre 2016	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2016
Avantages à court terme	1 032 \$	923 \$	2 709 \$	2 466 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	122	22	317	62
	1 154 \$	945 \$	3 026 \$	2 528 \$

NOTE 11 : PASSIFS ÉVENTUELS

11.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 31 décembre 2017, huit réclamations sont en cours, pour une valeur totalisant 2 259 \$. Au 31 mars 2017, huit réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 1 944 \$.

Étant donné que, conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société, cette dernière n'encourt aucun risque financier associé au règlement de réclamations contractuelles et n'a donc pas jugé opportun de constituer, dans ses états financiers, une provision à l'égard de litiges qui découleraient de marchés intervenus avec des tiers.